

CHAPITRE

9

# ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

## **Présentation - Définitions**

86

**9-1** Le contexte européen

88

**9-2** Le contexte régional

90

**9-3** Le contexte départemental

92

# Éléments de contexte

## PRÉSENTATION

En 2014, le PIB par habitant de la France est supérieur de 7 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 11<sup>ème</sup> rang en Europe, entre le Royaume-Uni et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne des 28 pays membres de l'Union européenne.

Alors que la France représente 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

La France se caractérise par un haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son produit intérieur brut (PIB). Avec plus de 57 %, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne (48,2 %) à un niveau proche de celui de la Finlande et du Danemark. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (27 % du PIB) : hormis celles-ci, la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations locales représentent en France 11,8 % du PIB en 2014. Ce taux est inférieur à la moyenne européenne (15,9 % y compris dépenses des Etats fédérés) et à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : la proportion par rapport au PIB des dépenses des administrations locales et des entités fédérées s'élève ainsi à 14,7 % en Italie pour atteindre jusqu'à 20,8 % en Allemagne et 21,7 % en Espagne.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://ec.europa.eu/eurostat/data/browse-statistics-by-theme> thème « Économie et finances », rubriques « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Statistiques sur les finances publiques », thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC 2010).

## DÉFINITIONS

### ► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU28 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

### ► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

### ► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2013, entrée en vigueur au 1er janvier 2015, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province en Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des "unités administratives locales" (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 115 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États Membres de l'UE (situation 2013).

### ► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

### ► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

### ► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe des administrations publiques (SEC2010 code P51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

### ► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette publique est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'action et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euro en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).

# 9-1 Le contexte européen

## DONNÉES ÉCONOMIQUES, TERRITORIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux			Population en millions d'habitants (au 1 <sup>er</sup> janvier)
	2013	2014	NUTS 2 régions 2014	NUTS 3 départements 2014	UAL 2 communes au 01/01/2013	2015
Allemagne	122	124	38	412	11 275	81,2
Autriche	131	130	9	35	2 354	8,6
Belgique	120	119	11	44	589	11,3
Bulgarie	46	47	6	28	5 278	7,2
Chypre	84	82	1	1	614	0,8
Croatie	60	59	2	21	556	4,2
Danemark	126	125	5	11	2 331	5,7
Espagne	91	91	19	59	8 117	46,4
Estonie	74	74	1	5	226	1,3
Finlande	113	110	5	19	320	5,5
<b>France</b>	<b>109</b>	<b>107</b>	<b>27</b>	<b>101</b>	<b>36 681</b>	<b>66,4</b>
Grèce	72	72	13	51	326 <sup>(1)</sup>	10,8
Hongrie	66	68	7	20	3 176	9,8
Irlande	131	134	2	8	3 441	4,6
Italie	98	96	21	110	8 092	60,8
Lettonie	62	64	1	6	119	2,0
Lituanie	73	74	1	10	540	2,9
Luxembourg	264	266	1	1	106	0,6
Malte	86	86	1	2	68	0,4
Pays-Bas	133	131	12	40	408	16,9
Pologne	67	68	16	66	2 479	38,0
Portugal	77	78	7	30	4 260	10,4
République tchèque	82	84	8	14	6 253	10,5
Roumanie	54	55	8	42	3 181	19,9
Royaume-Uni	108	109	37	139	10 375	64,8
Slovaquie	76	77	4	8	2 927	5,4
Slovénie	81	82	2	12	211	2,1
Suède	125	123	8	21	290	9,7
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>272</b>	<b>1 315</b>	<b>114 593</b>	<b>508,2</b>

Source : Eurostat.

<sup>(1)</sup> Le premier janvier 2011, la réforme Kallikratis des subdivisions territoriales a fortement réduit le nombre des communes.

# Le contexte européen 9-1

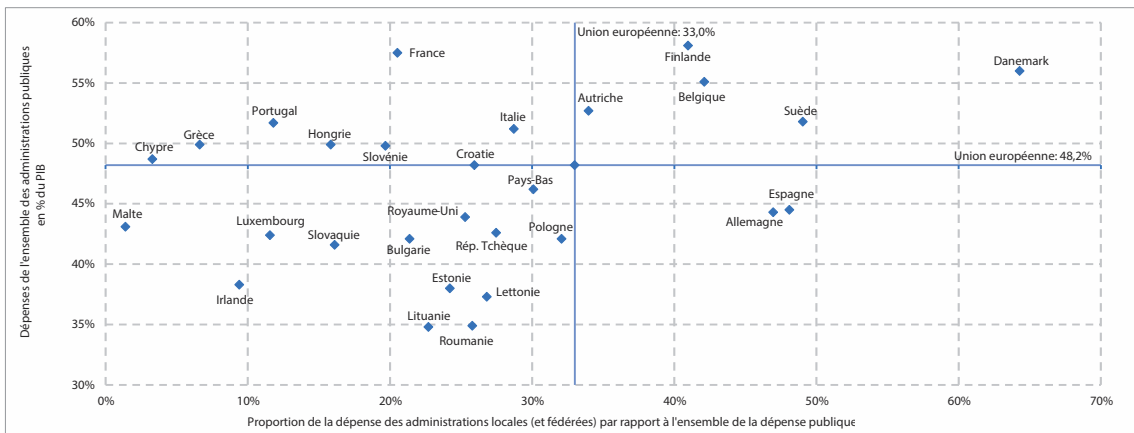
## DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES (2014)

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes publiques des administrations publiques
	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,3	12,9	12,9	7,9	19,0	2,2	74,9
Autriche	52,7	35,5	9,3	8,6	17,4	3,0	84,2
Belgique	55,1	30,6	16,1	7,4	22,3	2,4	106,7
Bulgarie	42,1	30,9	-	9,0	15,1	5,2	27,0
Chypre	48,7	39,2	-	1,6	9,0	1,8	108,2
Croatie	48,2	32,9	-	12,5	17,5	3,7	85,1
Danemark	56,0	42,0	-	36,0	2,7	3,9	45,1
Espagne	44,5	21,6	15,8	5,9	15,4	2,1	99,3
Estonie	38,0	32,6	-	9,2	5,2	5,0	10,4
Finlande	58,1	28,6	-	23,8	20,0	4,1	59,3
<b>France</b>	<b>57,5</b>	<b>23,2</b>	<b>-</b>	<b>11,8</b>	<b>27,0</b>	<b>3,7</b>	<b>95,6</b>
Grèce	49,9	38,4	-	3,3	17,8	3,9	178,6
Hongrie	49,9	36,5	-	7,9	15,8	5,5	76,2
Irlande	38,3	36,4	-	3,6	-	2,0	107,5
Italie	51,2	29,6	-	14,7	20,3	2,2	132,3
Lettonie	37,3	22,4	-	10,0	9,1	4,4	40,6
Lituanie	34,8	22,9	-	7,9	12,8	3,5	40,7
Luxembourg	42,4	30,8	-	4,9	18,0	3,5	23,0
Malte	43,1	42,9	-	0,6	-	3,8	68,3
Pays-Bas	46,2	26,5	-	13,9	18,6	3,5	68,2
Pologne	42,1	22,5	-	13,5	16,7	4,5	50,4
Portugal	51,7	39,5	-	6,1	13,2	2,0	130,2
République tchèque	42,6	30,5	-	11,7	5,7	4,2	42,7
Roumanie	34,9	25,0	-	9,0	11,3	4,3	39,9
Royaume-Uni	43,9	40,5	-	11,1	-	2,7	88,2
Slovaquie	41,6	26,1	-	6,7	14,6	3,6	53,5
Slovénie	49,8	32,6	-	9,8	18,5	5,2	80,8
Suède	51,8	30,8	-	25,4	6,6	4,5	44,9
<b>Union européenne (à 28)</b>	<b>48,2</b>	<b>26,7</b>	<b>4,6</b>	<b>11,3</b>	<b>15,6</b>	<b>2,9</b>	<b>86,8</b>

- : non applicable.

Source : Eurostat.



# 9-2 Le contexte régional

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

	Population <sup>(1)</sup>	Taux de croissance de la population entre 2011 et 2016 (en %)	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes au 01/01/2016	Part (en %) de la population vivant	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup>	vivant dans les grandes aires urbaines <sup>(2)</sup>
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	5 552 388	0,6	57 433	97	5 152	36,2	69,0
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	5 844 177	3,1	84 036	70	4 466	33,0	66,1
Auvergne-Rhône-Alpes	7 757 595	4,0	69 711	111	4 133	40,7	80,3
Bourgogne-Franche-Comté	2 819 783	0,6	47 784	59	3 777	26,6	60,6
Bretagne	3 258 707	3,5	27 208	120	1 250	31,6	63,4
Centre-Val de Loire	2 570 548	1,5	39 151	66	1 811	35,8	68,2
Corse	320 208	5,7	8 680	37	360	37,8	61,2
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	5 683 878	4,9	72 724	78	4 516	38,8	68,3
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	5 987 883	1,0	31 814	188	3 818	42,5	80,4
Normandie	3 328 364	1,1	29 907	111	2 885	32,6	65,4
Pays de la Loire	3 660 852	4,3	32 082	114	1 357	41,8	67,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 953 675	1,4	31 400	158	953	71,1	87,7
<b>Métropole sauf Ile-de-France</b>	<b>51 738 058</b>	<b>2,5</b>	<b>531 929</b>	<b>97</b>	<b>34 478</b>	<b>40,2</b>	<b>72,2</b>
Ile-de-France	11 959 807	2,6	12 012	996	1 278	83,9	99,8
<b>Métropole</b>	<b>63 697 865</b>	<b>2,5</b>	<b>543 941</b>	<b>117</b>	<b>35 756</b>	<b>48,4</b>	<b>77,4</b>
Guadeloupe	402 119	0,1	1 628	247	32	77,2	91,6
Guyane	244 118	11,3	83 534	3	22	79,9	50,4
Martinique	385 551	-3,1	1 128	342	34	74,0	78,0
Réunion	835 103	3,3	2 504	334	24	94,7	79,1
Mayotte	212 645	14,0	374	568	17	65,7	88,6
<b>Outre-mer</b>	<b>2 079 536</b>	<b>3,3</b>	<b>89 168</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>82,8</b>	<b>78,9</b>
<b>France</b>	<b>65 777 401</b>	<b>2,5</b>	<b>633 109</b>	<b>104</b>	<b>35 885</b>	<b>49,5</b>	<b>77,4</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (millésimée 2013).

<sup>(2)</sup> Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

## CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

	Part de la population de moins de 20 ans <sup>(1)</sup> (en %)	Part de la population de 60 et plus <sup>(1)</sup> (en %)	Taux d'activité des 15-64 ans <sup>(2)</sup> (en %)	Taux de chômage 2015 <sup>(3)</sup> (en %)	PIB 2013 <sup>(4)</sup> (en millions d'euros)	PIB 2013 <sup>(4)</sup> (en €/hab.)	PIB 2013 <sup>(4)</sup> (en € par emploi)
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	23,7	23,8	72,3	10,4	148 287	26 707	70 004
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	22,1	28,2	72,5	9,9	158 075	27 008	67 852
Auvergne-Rhône-Alpes	24,7	23,8	74,0	9,1	241 025	30 979	73 654
Bourgogne-Franche-Comté	23,3	26,9	73,0	9,5	71 805	25 486	66 620
Bretagne	24,1	26,2	72,2	9,1	86 934	26 630	66 446
Centre-Val de Loire	23,9	26,6	73,8	9,9	68 874	26 755	69 198
Corse	20,6	27,6	69,4	11,0	8 573	26 670	70 441
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	22,9	26,9	71,4	12,4	152 446	26 744	69 357
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	26,4	21,6	69,8	12,8	150 908	25 224	69 246
Normandie	24,6	25,0	72,2	10,4	89 673	26 940	70 130
Pays de la Loire	25,5	24,4	74,2	9,1	105 261	28 639	69 283
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,9	27,1	71,0	11,8	152 130	30 688	75 364
<b>Métropole sauf Ile-de-France</b>	<b>24,0</b>	<b>25,3</b>	<b>72,3</b>	<b>n.d.</b>	<b>1 433 991</b>	<b>27 679</b>	<b>70 234</b>
Île-de-France	25,9	18,7	75,9	9,1	642 258	53 617	105 287
<b>Métropole</b>	<b>24,4</b>	<b>24,1</b>	<b>73,0</b>	<b>10,2</b>	<b>2 076 249</b>	<b>32 550</b>	<b>78 297</b>
Guadeloupe	27,9	21,1	68,7	23,7	8 140	20 163	64 882
Guyane	42,8	7,4	61,0	22,3	4 123	16 645	77 812
Martinique	25,1	23,2	70,3	19,4	8 649	22 571	66 490
Réunion	32,1	13,8	68,5	26,8	17 468	20 738	65 878
Mayotte	54,5	4,2	n.d.	23,6	1 937	8 790	48 180
<b>Outre-mer</b>	<b>33,6</b>	<b>15,2</b>	<b>68,0</b>	<b>n.d.</b>	<b>40 317</b>	<b>19 223</b>	<b>65 675</b>
<b>France</b>	<b>24,7</b>	<b>23,8</b>	<b>72,8</b>	<b>10,4</b>	<b>2 116 565</b>	<b>32 126</b>	<b>78 012</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1er janvier 2013 (données provisoires).

<sup>(2)</sup> Recensement de population 2012, exploitation principale.

<sup>(3)</sup> Taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS et provisoires), sauf pour Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion (enquête Emploi en continu 2014) et Mayotte (enquête Emploi, 2<sup>e</sup> trimestre 2014).

<sup>(4)</sup> Données 2013 semi-définitives.

n.d. : donnée non disponible.

# 9-3a Le contexte départemental

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Population <sup>(1)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup> (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	619 497	5 762	108	410	305	16,1
02 Aisne	540 067	7 369	73	805	726	29,7
03 Allier	343 431	7 340	47	318	279	31,8
04 Alpes-de-Haute-Provence	161 916	6 925	23	199	178	24,0
05 Hautes-Alpes	139 279	5 549	25	168	150	37,7
06 Alpes-Maritimes	1 080 771	4 299	251	163	93	79,7
07 Ardèche	320 379	5 529	58	339	258	15,4
08 Ardennes	280 907	5 229	54	457	413	23,9
09 Ariège	152 684	4 890	31	332	299	10,3
10 Aube	306 581	6 004	51	431	396	35,4
11 Aude	364 877	6 139	59	436	395	36,3
12 Aveyron	277 740	8 735	32	286	264	25,0
13 Bouches-du-Rhône	1 993 177	5 087	392	119	13	79,8
14 Calvados	689 945	5 548	124	621	496	28,0
15 Cantal	147 035	5 726	26	255	244	18,1
16 Charente	353 482	5 956	59	394	360	17,2
17 Charente-Maritime	633 417	6 864	92	469	401	22,6
18 Cher	311 650	7 235	43	290	268	33,5
19 Corrèze	240 781	5 857	41	285	258	25,4
2A Corse-du-Sud	149 234	4 014	37	124	115	52,8
2B Haute-Corse	170 974	4 666	37	236	211	24,7
21 Côte-d'Or	529 761	8 763	60	705	659	39,7
22 Côtes-d'Armor	597 085	6 878	87	362	271	19,3
23 Creuse	120 872	5 565	22	259	254	10,9
24 Dordogne	416 909	9 060	46	545	477	13,9
25 Doubs	533 320	5 234	102	585	511	34,7
26 Drôme	494 712	6 530	76	367	306	35,3
27 Eure	595 043	6 040	99	617	508	21,2
28 Eure-et-Loir	432 967	5 880	74	391	331	30,6
29 Finistère	903 921	6 733	134	281	180	36,5
30 Gard	733 201	5 853	125	353	234	37,2
31 Haute-Garonne	1 298 562	6 309	206	589	458	54,0
32 Gers	190 276	6 257	30	462	448	11,5
33 Gironde	1 505 517	9 976	151	540	357	52,8
34 Hérault	1 092 331	6 101	179	343	217	48,1
35 Ille-et-Vilaine	1 019 923	6 775	151	351	263	36,4
36 Indre	228 091	6 791	34	243	219	25,3
37 Indre-et-Loire	600 252	6 127	98	277	204	45,7
38 Isère	1 235 387	7 431	166	526	329	36,1
39 Jura	260 502	4 999	52	528	480	19,5
40 Landes	397 226	9 243	43	331	278	23,0
41 Loir-et-Cher	332 001	6 343	52	283	239	24,0
42 Loire	756 715	4 781	158	326	225	44,7
43 Haute-Loire	226 203	4 977	45	258	227	8,2
44 Loire-Atlantique	1 327 643	6 809	195	212	116	52,7
45 Loiret	665 587	6 775	98	327	250	40,7
46 Lot	173 758	5 217	33	326	300	11,3
47 Lot-et-Garonne	333 180	5 361	62	319	263	22,8
48 Lozère	76 607	5 167	15	176	168	15,2
49 Maine-et-Loire	801 168	7 172	112	250	185	51,9

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (millésimée 2013).



# Le contexte départemental 9-3a

Départements	Population <sup>(1)</sup>	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité (en hab./km <sup>2</sup> )	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(1)</sup> (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	499 919	5 938	84	516	457	22,7
51 Marne	569 999	8 162	70	617	575	48,1
52 Haute-Marne	181 521	6 211	29	429	405	26,5
53 Mayenne	307 500	5 175	59	258	235	24,5
54 Meurthe-et-Moselle	731 004	5 246	139	594	491	31,1
55 Meuse	192 094	6 211	31	501	476	17,6
56 Morbihan	737 778	6 823	108	256	188	29,1
57 Moselle	1 046 873	6 216	168	729	569	37,8
58 Nièvre	215 221	6 817	32	310	290	21,1
59 Nord	2 595 536	5 743	452	648	314	56,1
60 Oise	815 400	5 860	139	690	562	31,2
61 Orne	288 848	6 103	47	413	379	19,0
62 Pas-de-Calais	1 465 205	6 671	220	893	621	34,6
63 Puy-de-Dôme	640 999	7 970	80	467	401	39,7
64 Pyrénées-Atlantiques	664 057	7 645	87	547	410	40,1
65 Hautes-Pyrénées	228 868	4 464	51	472	413	24,3
66 Pyrénées-Orientales	462 705	4 116	112	226	157	33,7
67 Bas-Rhin	1 109 460	4 755	233	518	361	45,2
68 Haut-Rhin	758 723	3 525	215	366	225	39,7
69 Rhône	1 779 845	3 249	548	285	117	69,7
70 Haute-Saône	238 956	5 360	45	543	505	6,5
71 Saône-et-Loire	556 222	8 575	65	570	495	24,0
72 Sarthe	569 035	6 206	92	368	299	32,1
73 Savoie	423 715	6 028	70	292	178	28,1
74 Haute-Savoie	769 677	4 388	175	290	143	37,1
75 Paris	2 229 621	105	21 154	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 254 609	6 278	200	718	577	47,5
77 Seine-et-Marne	1 365 200	5 915	231	511	342	49,1
78 Yvelines	1 418 484	2 284	621	262	128	69,0
79 Deux-Sèvres	371 632	5 999	62	297	258	23,3
80 Somme	571 675	6 170	93	782	702	29,1
81 Tarn	381 927	5 758	66	320	273	36,1
82 Tarn-et-Garonne	250 342	3 718	67	195	161	33,6
83 Var	1 028 583	5 973	172	153	58	65,4
84 Vaucluse	549 949	3 567	154	151	78	55,8
85 Vendée	655 506	6 720	98	269	200	23,7
86 Vienne	431 248	6 990	62	280	243	27,5
87 Haute-Vienne	375 856	5 520	68	200	178	41,8
88 Vosges	375 226	5 874	64	510	410	14,0
89 Yonne	341 483	7 427	46	434	408	17,5
90 Territoire de Belfort	144 318	609	237	102	65	34,8
91 Essonne	1 253 931	1 804	695	196	74	66,6
92 Hauts-de-Seine	1 591 403	176	9 062	36	0	99,3
93 Seine-Saint-Denis	1 552 482	236	6 573	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 354 005	245	5 526	47	0	97,0
95 Val-d'Oise	1 194 681	1 246	959	185	90	75,2
971 Guadeloupe	402 119	1 628	247	32	4	77,2
972 Martinique	385 551	1 128	342	34	8	74,0
973 Guyane	244 118	83 534	3	22	12	79,9
974 La Réunion	835 103	2 504	334	24	2	94,7
976 Mayotte	212 645	374	568	17	2	65,7
<b>Métropole sauf Paris</b>	<b>61 468 244</b>	<b>543 835</b>	<b>113</b>	<b>35 755</b>	<b>28 590</b>	<b>46,5</b>
<b>Métropole</b>	<b>63 697 865</b>	<b>543 941</b>	<b>117</b>	<b>35 756</b>	<b>28 590</b>	<b>48,4</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>2 079 536</b>	<b>89 168</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>28</b>	<b>82,8</b>
<b>France entière</b>	<b>65 777 401</b>	<b>633 109</b>	<b>104</b>	<b>35 885</b>	<b>28 618</b>	<b>49,5</b>

Source : Insee.

<sup>(1)</sup> Population municipale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (millésimée 2013).

# 9-3b Le contexte départemental

## CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %) <sup>(1)</sup>	Part de la population de 75 ans et plus (en %) <sup>(1)</sup>	Taux de chômage (en %) <sup>(2)</sup>	Nombre de bénéficiaires du RSA socle <sup>(3)</sup>	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	63,9	7,7	7,4	7 974	4 466	7,2
02 Aisne	63,1	9,0	14,3	16 927	5 451	10,1
03 Allier	59,9	13,2	11,0	9 307	5 253	15,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	60,3	11,3	12,0	4 004	2 551	15,8
05 Hautes-Alpes	61,6	11,0	9,6	2 702	1 947	14,0
06 Alpes-Maritimes	61,6	11,8	11,0	25 501	1 707	1,6
07 Ardèche	60,7	11,3	11,1	6 286	3 786	11,8
08 Ardennes	63,3	9,2	12,8	10 593	3 323	11,8
09 Ariège	60,5	12,6	12,6	5 923	2 638	17,3
10 Aube	62,4	10,0	13,0	9 170	4 504	14,7
11 Aude	60,2	11,8	14,2	16 758	4 300	11,8
12 Aveyron	59,3	13,9	7,7	3 809	5 911	21,3
13 Bouches-du-Rhône	63,7	9,2	12,2	81 479	3 058	1,5
14 Calvados	63,6	9,4	10,1	15 382	5 742	8,3
15 Cantal	60,5	13,9	6,7	2 171	3 976	27,0
16 Charente	61,4	12,0	10,4	10 374	5 118	14,5
17 Charente-Maritime	60,4	12,2	11,1	16 740	6 084	9,6
18 Cher	61,2	11,7	10,9	9 357	4 604	14,8
19 Corrèze	60,1	13,8	8,5	3 561	4 757	19,8
2A Corse-du-Sud	63,3	10,7	10,2	2 627	1 999	13,4
2B Haute-Corse	64,1	10,0	11,8	3 695	2 467	14,4
21 Côte-d'Or	64,8	9,5	8,8	9 331	5 837	11,0
22 Côtes-d'Armor	59,5	12,1	9,4	10 464	4 499	7,5
23 Creuse	58,7	15,6	10,0	2 772	4 395	36,4
24 Dordogne	59,5	13,5	11,1	9 674	4 946	11,9
25 Doubs	64,2	8,6	9,6	11 816	3 711	7,0
26 Drôme	61,8	9,5	11,6	12 105	4 308	8,7
27 Eure	63,5	7,9	10,7	13 202	4 421	7,4
28 Eure-et-Loir	62,5	9,0	9,9	8 460	7 463	17,2
29 Finistère	62,3	10,7	9,5	16 981	3 557	3,9
30 Gard	62,1	9,9	14,4	31 705	4 447	6,1
31 Haute-Garonne	67,1	7,8	10,7	36 918	6 610	5,1
32 Gers	59,6	13,4	8,5	3 628	3 558	18,7
33 Gironde	65,3	8,9	10,4	39 767	6 505	4,3
34 Hérault	63,8	9,5	14,5	43 214	4 910	4,5
35 Ille-et-Vilaine	64,7	8,4	8,2	16 947	5 197	5,1
36 Indre	59,6	13,4	9,8	4 691	4 982	21,8
37 Indre-et-Loire	63,2	10,2	9,5	12 887	3 938	6,6
38 Isère	64,1	8,0	8,8	24 248	5 160	4,2
39 Jura	61,3	10,7	7,9	3 792	3 545	13,6
40 Landes	61,3	11,1	10,0	7 627	4 219	10,6
41 Loir-et-Cher	60,3	11,9	9,1	7 113	3 437	10,4
42 Loire	61,4	10,7	10,4	16 270	3 792	5,0
43 Haute-Loire	61,0	11,1	8,6	3 084	3 413	15,1
44 Loire-Atlantique	64,2	8,4	9,0	28 726	4 643	3,5
45 Loiret	62,8	9,2	10,1	14 833	3 638	5,5
46 Lot	59,0	14,0	9,5	3 552	4 013	23,1
47 Lot-et-Garonne	59,8	12,7	10,6	9 353	2 961	8,9
48 Lozère	61,6	11,9	6,5	1 145	2 270	29,6
49 Maine-et-Loire	62,7	9,3	9,7	16 009	4 862	6,1

Sources : Insee, Drees.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1er janvier 2013 (données provisoires).

<sup>(2)</sup> Taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS et provisoires), sauf pour Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion (enquête Emploi en continu 2014) et Mayotte (enquête Emploi, 2<sup>e</sup> trimestre 2014).

<sup>(3)</sup> Au 31 décembre 2014, y compris RSA-socle jeunes.

# Le contexte départemental 9-3b

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %) <sup>(1)</sup>	Part de la population de 75 ans et plus (en %) <sup>(1)</sup>	Taux de chômage (en %) <sup>(2)</sup>	Nombre de bénéficiaires du RSA socle <sup>(3)</sup>	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	61,1	11,7	8,5	8 192	7 759	15,5
51 Marne	65,2	8,5	10,0	13 073	4 189	7,3
52 Haute-Marne	61,9	11,3	9,9	4 429	3 894	21,5
53 Mayenne	60,8	10,7	7,2	3 969	3 687	12,0
54 Meurthe-et-Moselle	65,4	8,8	10,4	22 659	3 328	4,6
55 Meuse	62,9	10,2	10,2	5 220	3 524	18,3
56 Morbihan	61,3	10,9	9,7	13 851	4 218	5,7
57 Moselle	65,8	8,6	10,8	27 209	4 299	4,1
58 Nièvre	59,5	13,7	9,8	5 823	4 352	20,2
59 Nord	65,1	7,5	13,1	116 152	5 249	2,0
60 Oise	65,1	7,0	10,4	19 482	4 076	5,0
61 Orne	60,4	12,2	9,8	7 247	5 862	20,3
62 Pas-de-Calais	63,8	8,3	13,2	57 789	6 262	4,3
63 Puy-de-Dôme	64,5	9,9	9,0	14 899	7 217	11,3
64 Pyrénées-Atlantiques	62,3	11,5	8,8	14 193	4 448	6,7
65 Hautes-Pyrénées	60,6	13,1	11,8	5 266	2 938	12,8
66 Pyrénées-Orientales	59,6	12,0	16,0	21 345	2 167	4,7
67 Bas-Rhin	66,5	8,0	9,1	27 998	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	64,8	8,5	10,1	17 678	2 602	3,4
69 Rhône	65,3	7,9	9,5	44 783	3 139	1,8
70 Haute-Saône	62,1	9,9	10,1	4 873	3 457	14,5
71 Saône-et-Loire	60,6	11,9	9,5	10 516	5 257	9,5
72 Sarthe	61,8	10,4	10,3	12 054	4 262	7,5
73 Savoie	64,0	9,0	8,1	5 271	3 126	7,4
74 Haute-Savoie	65,6	7,2	7,7	7 940	2 990	3,9
75 Paris	70,3	7,4	8,4	67 287	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	64,2	8,9	11,4	40 587	6 416	5,1
77 Seine-et-Marne	65,9	5,9	8,3	29 018	4 330	3,2
78 Yvelines	65,0	6,9	7,6	22 629	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	61,2	11,3	8,1	6 642	3 994	10,7
80 Somme	64,3	8,9	12,1	18 249	4 542	7,9
81 Tarn	60,4	12,6	11,1	10 321	4 143	10,8
82 Tarn-et-Garonne	61,1	10,6	11,9	7 227	2 517	10,1
83 Var	60,4	11,6	11,5	31 735	2 942	2,9
84 Vaucluse	62,1	9,8	13,2	17 038	2 354	4,3
85 Vendée	60,7	10,6	8,7	8 273	4 707	7,2
86 Vienne	63,4	10,4	8,6	11 790	4 672	10,8
87 Haute-Vienne	62,3	11,8	10,0	9 546	4 000	10,6
88 Vosges	62,5	10,5	12,2	10 771	3 226	8,6
89 Yonne	60,9	11,2	10,1	8 953	4 860	14,2
90 Territoire de Belfort	64,6	8,6	11,9	4 552	547	3,8
91 Essonne	65,4	6,5	7,9	25 653	1 491	1,2
92 Hauts-de-Seine	66,5	7,2	8,1	31 436	339	0,2
93 Seine-Saint-Denis	66,2	5,4	13,5	80 433	344	0,2
94 Val-de-Marne	66,5	6,9	9,2	40 186	414	0,3
95 Val-d'Oise	66,2	5,8	10,4	31 666	1 081	0,9
971 Guadeloupe	64,0	7,0	23,7	45 933	582	1,4
972 Martinique	64,3	8,3	19,4	38 895	630	1,6
973 Guyane	61,3	1,6	22,3	20 385	448	1,8
974 La Réunion	66,3	3,9	26,8	97 658	724	0,9
976 Mayotte	53,3	0,9	23,6	5 137	144	0,7
<b>Métropole sauf Paris</b>	<b>63,6</b>	<b>9,2</b>	<b>n.d.</b>	<b>1 623 270</b>	<b>377 348</b>	<b>6,1</b>
<b>Métropole</b>	<b>63,8</b>	<b>9,1</b>	<b>10,2</b>	<b>1 690 557</b>	<b>378 973</b>	<b>5,9</b>
<b>Outre-Mer</b>	<b>63,5</b>	<b>4,7</b>	<b>n.d.</b>	<b>208 008</b>	<b>2 528</b>	<b>1,2</b>
<b>France</b>	<b>63,8</b>	<b>9,0</b>	<b>10,4</b>	<b>1 898 565</b>	<b>381 501</b>	<b>5,8</b>

Sources : Insee, Drees.

<sup>(1)</sup> Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (données provisoires).

<sup>(2)</sup> Taux de chômage localisés au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS et provisoires), sauf pour Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion (enquête Emploi en continu 2014) et Mayotte (enquête Emploi, 2<sup>e</sup> trimestre 2014).

<sup>(3)</sup> Au 31 décembre 2014, y compris RSA-socle jeunes.